

**L'EFFONDREMENT**  
DE LA RICHESSE  
PUBLIQUE

LE RECUL DE LA CLASSE  
MOYENNE FACE  
À **LA PROSPÉRITÉ** DES 1%

REPENSER  
**L'ÉTAT SOCIAL** À L'ÈRE  
DE LA GLOBALISATION

# RAPPORT SUR LES **INÉGALITÉS** **MONDIALES**



COORDONNÉ PAR

Facundo Alvaredo, Lucas Chancel,  
Thomas Piketty, Emmanuel Saez, Gabriel Zucman

**SEUIL**

**WORLD INEQUALITY LAB**

« L'objectif du *Rapport sur les inégalités mondiales 2018* est de contribuer à un débat mondial mieux informé sur les inégalités économiques en apportant à la discussion publique les données les plus récentes et les plus complètes. L'inégalité économique est un phénomène complexe et multidimensionnel, et dans une certaine mesure inévitable. Néanmoins, nous avons la conviction que si l'aggravation des inégalités ne fait pas l'objet d'un suivi et de remèdes efficaces, elle pourrait conduire à toutes sortes de catastrophes politiques, économiques et sociales. »

Des données exclusives et des analyses essentielles, reposant sur une méthode novatrice qui combine de manière systématique et transparente toutes les sources de données à notre disposition : revenus et patrimoines totaux estimés dans les comptabilités nationales (y compris des estimations sur les avoirs offshore) ; enquêtes déclaratives sur le revenu et le patrimoine des ménages ; données fiscales issues de l'impôt sur le revenu ; données fiscales et administratives sur les successions et les patrimoines ; et classements des grandes fortunes.

Le *Rapport sur les inégalités mondiales* repose sur le travail collaboratif de plus de 100 chercheurs répartis dans près de 70 pays sur tous les continents. Il est coordonné par **Facundo Alvaredo, Lucas Chancel, Thomas Piketty, Emmanuel Saez** et **Gabriel Zucman**.

22,90€

[www.seuil.com](http://www.seuil.com)



ISBN 978-2-02-137693-7 Imprimé en France 04.18

# Sommaire

<b>Synthèse</b> . . . . .	15
<b>Introduction</b> . . . . .	35
<b>PREMIÈRE PARTIE. LE PROJET WID.WORLD ET LA MESURE DE L'INÉGALITÉ ÉCONOMIQUE</b> . . . . .	43
<b>DEUXIÈME PARTIE. ÉVOLUTION DES INÉGALITÉS DE REVENUS DANS LE MONDE</b> . . . . .	71
2.1 – Dynamique mondiale des inégalités de revenus . . . . .	73
2.2 – Évolution des inégalités de revenus entre pays . . . . .	105
2.3 – Évolution des inégalités de revenus à l'intérieur des pays . . . . .	119
2.4 – Les inégalités de revenus aux États-Unis . . . . .	139
2.5 – Les inégalités de revenus en France . . . . .	165

2.6 – Les inégalités de revenus en Allemagne . . . . .	179
2.7 – Les inégalités de revenus en Chine . . . . .	187
2.8 – Les inégalités de revenus en Russie . . . . .	199
2.9 – Les inégalités de revenus en Inde . . . . .	219
2.10 – Les inégalités de revenus au Moyen-Orient . . . . .	233
2.11 – Les inégalités de revenus au Brésil . . . . .	247
2.12 – Les inégalités de revenus en Afrique du Sud . . . . .	259

**TROISIÈME PARTIE. DYNAMIQUE DES PATRIMOINES  
PUBLIC ET PRIVÉ . . . . .**

	271
3.1 – Le rapport patrimoine/revenu dans le monde . . . . .	273
3.2 – L'évolution des rapports patrimoine/revenu dans les pays développés . . . . .	289
3.3 – Trajectoires comparées de deux anciens pays communistes . . . . .	307
3.4 – Accumulation de patrimoine, propriété privée et montée des inégalités en Chine . . . . .	319
3.5 – L'essor de la propriété privée en Russie . . . . .	331

**QUATRIÈME PARTIE. DYNAMIQUE DES INÉGALITÉS  
DE PATRIMOINE MONDIALES . . . . .**

	345
4.1 – Les inégalités de patrimoine mondiales : tendances et projections . . . . .	347
4.2 – Tendances comparées en matière d'inégalité de patrimoine des ménages dans le monde . . . . .	361
4.3 – Les inégalités de patrimoine aux États-Unis . . . . .	375
4.4 – Les inégalités de patrimoine en France . . . . .	387
4.5 – Les inégalités de patrimoine en Espagne . . . . .	407
4.6 – Les inégalités de patrimoine au Royaume-Uni . . . . .	427

**CINQUIÈME PARTIE. COMBATTRE LES INÉGALITÉS  
ÉCONOMIQUES . . . . .**

	439
5.1 – Quelles perspectives pour les inégalités de revenus mondiales ? . . . . .	441

5.2 – Lutter contre les inégalités au sommet de la hiérarchie : le rôle de l'impôt progressif. . . .	453
5.3 – Politique fiscale et mondialisation : vers un cadastre financier mondial ? . . . . .	467
5.4 – Lutter contre les inégalités au bas de la hiérarchie : améliorer l'égalité d'accès à l'éducation et à des emplois bien rémunérés . . .	477
5.5 – Les leçons du passé : les États doivent investir dans l'avenir . . . . .	497
<b>Conclusion</b> . . . . .	511
<b>Annexe</b> . . . . .	519

# Synthèse

## **I. Quel est l'objectif du *Rapport sur les inégalités mondiales 2018* ?**

Le *Rapport sur les inégalités mondiales 2018* s'appuie sur une méthodologie pionnière pour mesurer les inégalités de revenus et de patrimoine de manière systématique et transparente. Avec ce rapport, le Laboratoire sur les inégalités mondiales vise à combler un déficit démocratique et à fournir aux différents acteurs de la société les données nécessaires pour participer à des débats publics ancrés dans les faits.

– L'objectif du *Rapport sur les inégalités mondiales 2018* est de contribuer à un débat mondial mieux informé sur les inégalités économiques, en apportant à la discussion publique les données les plus récentes et les plus complètes.



à notre disposition : revenus et patrimoines totaux estimés dans les comptabilités nationales (y compris, dans la mesure du possible, des estimations sur les avoirs offshore) ; enquêtes déclaratives sur le revenu et le patrimoine des ménages ; données fiscales issues de l'impôt sur le revenu ; données fiscales et administratives sur les successions et les patrimoines (quand elles existent) ; et classements des grandes fortunes.

– Les séries présentées dans ce rapport sont le fruit du travail collectif de plus d'une centaine de chercheurs qui couvrent tous les continents et alimentent la World Inequality Database. Toutes nos données sont accessibles en ligne sur [wir2018.wid.world](http://wir2018.wid.world) et totalement reproductibles, cela pour permettre à chacun de se livrer à sa propre analyse et de se forger une opinion sur les inégalités.

## II. Quels sont nos nouveaux résultats concernant les inégalités de revenus mondiales ?

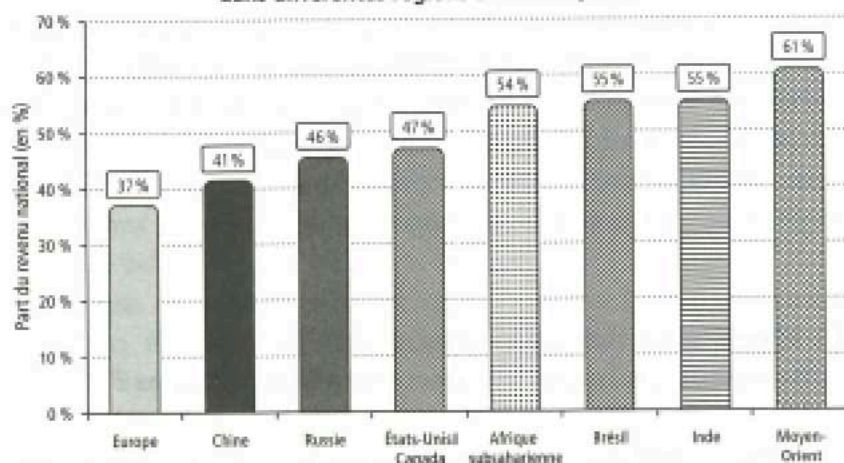
Nous montrons que les inégalités de revenus ont augmenté dans presque toutes les régions du monde ces dernières décennies, mais à des rythmes différents. La forte disparité du degré d'inégalité observé d'un pays à l'autre, même lorsque ces pays sont à des niveaux de développement comparables, met en lumière le rôle déterminant des institutions et des politiques publiques nationales dans l'évolution des inégalités.

L'inégalité des revenus varie beaucoup d'une région du monde à l'autre. C'est en Europe qu'elle est la plus faible et au Moyen-Orient qu'elle est la plus forte.

– Les inégalités sont très différentes d'une région à l'autre. En 2016, la part du revenu national allant aux seuls 10 % des plus gros revenus (part de revenu du décile supérieur) était de

37 % en Europe, de 41 % en Chine, de 46 % en Russie, de 47 % aux États-Unis/Canada et autour de 55 % en Afrique subsaharienne, au Brésil et en Inde. Au Moyen-Orient, région du monde la plus inégalitaire d'après nos estimations, le décile supérieur captait 61 % du revenu national (*voir graphique S1*).

Graphique S1.  
Part du revenu national perçue par les 10 % du haut  
dans différentes régions du monde, 2016



En 2016, le décile supérieur (les 10 % des revenus les plus élevés) a perçu 37 % du revenu national en Europe, contre 61 % au Moyen-Orient.

Source : WID.world (2017). Voir [w2018.wid.world](http://w2018.wid.world) pour les séries et les notes.

**Ces dernières décennies, les inégalités de revenus ont crû dans presque tous les pays, mais à des rythmes différents, ce qui donne à penser que les institutions et les politiques publiques jouent un rôle dans leur évolution.**

– Depuis 1980, les inégalités de revenus ont augmenté rapidement en Amérique du Nord, en Chine, en Inde et en Russie, mais de manière plus modérée en Europe (*voir graphique S2a*). Dans une perspective historique plus longue, cet accroissement des inégalités marque la fin du régime égalitaire qui avait pris différentes formes dans ces régions après la Seconde Guerre mondiale.



Graphique S2a.  
Part du revenu national perçue par les 10 % les plus riches  
dans différentes parties du monde, 1980-2016 :  
les inégalités augmentent presque partout mais à des vitesses différentes



En 2016, le décile supérieur (les 10 % des revenus les plus élevés) a perçu 47 % du revenu national aux États-Unis/Canada, contre 34 % en 1980.

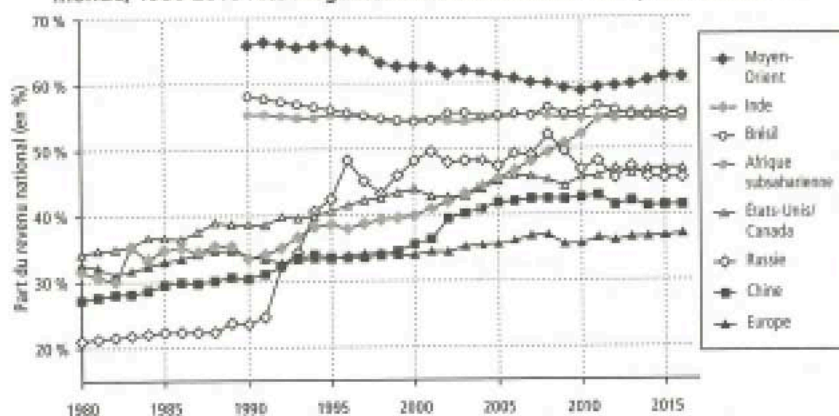
– Ce schéma général connaît des exceptions. Au Moyen-Orient, en Afrique subsaharienne et au Brésil, les inégalités de revenus sont restées relativement stables, à des niveaux très élevés (voir graphique E2b). N'ayant pas connu de régime égalitaire après la guerre, ces régions dessinent un « horizon d'inégalité » pour le monde.

– La diversité des tendances observées dans les différents pays depuis 1980 montre que les dynamiques nationales en matière d'inégalités de revenus sont la résultante de contextes institutionnels et politiques variés.

– Cela est illustré par les trajectoires différentes qu'ont suivies ces dernières décennies d'anciens pays communistes ou dirigistes : la Chine, l'Inde et la Russie (voir graphiques S2a et S2b). Du fait des politiques différentes mises en œuvre par ces pays en matière de déréglementation et d'ouverture, l'accroissement des inégalités a été particulièrement abrupt en Russie, modéré en Chine et relativement graduel en Inde.

Graphique 52b.

Part du revenu national perçue par les 10 % du haut dans différentes parties du monde, 1980-2016 : les inégalités vont-elles franchir le cap de l'extrême ?



En 2016, le décile supérieur (les 10 % des revenus les plus élevés) a perçu 55 % du revenu national en Inde, contre 31 % en 1980.

Source : WID.world (2017). Voir [wid2018.wid.world](http://wid2018.wid.world) pour les séries et les notes.

– La divergence est particulièrement extrême entre l'Europe de l'Ouest et les États-Unis, qui avaient des niveaux d'inégalité comparables en 1980, mais se trouvent aujourd'hui dans des situations radicalement différentes. Alors que la part de revenu du centile supérieur était proche de 10 % dans les deux régions en 1980, elle est un peu montée en Europe en 2016 (12 %), mais elle s'est envolée pour atteindre 20 % aux États-Unis. Dans le même temps, toujours aux États-Unis, la part des 50 % les plus pauvres est passée de plus de 20 % en 1980 à 13 % en 2016 (voir graphiques S3a et S3b).

– La trajectoire suivie par les États-Unis s'explique en grande partie par une inégalité considérable en matière d'éducation, associée à une fiscalité de moins en moins progressive, alors même que les plus hautes rémunérations du travail ont explosé depuis les années 1980 et que les revenus du capital des gros patrimoines en ont fait autant dans la décennie 2000. Pendant ce temps, en Europe, la progressivité de l'impôt baissait, mais dans de moindres proportions ; les inégalités de salaire

Graphique S3a.  
Part du revenu national des 1 % du haut et des 50 % du bas de la répartition  
aux États-Unis et en Europe de l'Ouest, 1980-2016 ;  
divergence des trajectoires d'inégalité des revenus



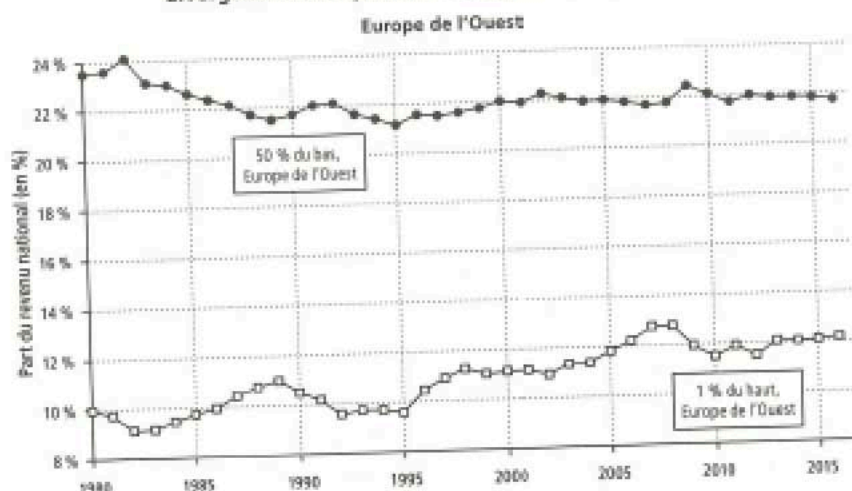
En 2016, le centile supérieur a perçu 12 % du revenu national en Europe de l'Ouest, contre 20 % aux États-Unis. En 1980, le centile supérieur a perçu 10 % du revenu national en Europe de l'Ouest, contre 11 % aux États-Unis.

Source : WID.world (2017). Voir [wid2018.wid.world](http://wid2018.wid.world) pour les séries et les notes.

y étaient également freinées par des politiques éducatives et salariales relativement plus favorables aux classes moyennes et populaires. Dans les deux régions, les inégalités de revenus entre hommes et femmes ont reculé, mais elles restent particulièrement marquées au sommet de la distribution.

Comment les inégalités entre les habitants de la planète ont-elles évolué ces dernières décennies ? Nous proposons les premières estimations sur la répartition de la croissance du revenu mondial depuis 1980 entre individus. Les 1 % des individus recevant les plus hauts revenus dans le monde ont profité deux fois plus de cette croissance que les 50 % des individus les plus pauvres. Ces 50 % du bas ont cependant bénéficié de forts taux de croissance, alors que la classe moyenne

Graphique S3b.  
Part du revenu national des 1 % du haut et des 50 % du bas  
de la répartition aux États-Unis et en Europe de l'Ouest, 1980-2016 :  
divergence des trajectoires d'inégalité des revenus



En 2016, les 50 % du bas ont perçu 22 % du revenu national en Europe de l'Ouest.  
Source : WID.world (2017). Voir [wid2018.wid.world](http://wid2018.wid.world) pour les séries et les notes.

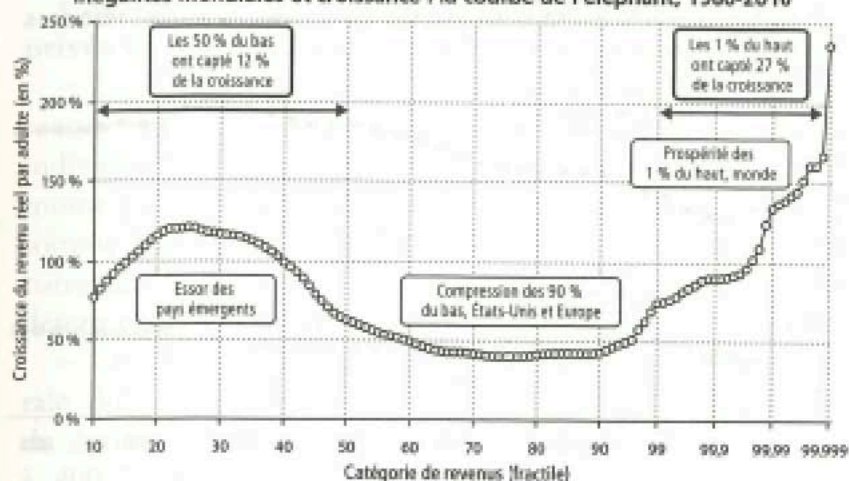
mondiale (dans laquelle on retrouve les 90 % des individus les plus pauvres en Europe et aux États-Unis) voyait la croissance de ses revenus comprimée.

**Au niveau mondial, les inégalités ont fortement augmenté depuis 1980, malgré la forte croissance de la Chine.**

– La moitié la plus pauvre de la population mondiale a vu son revenu augmenter de manière significative grâce à la forte croissance de l'Asie (en particulier de la Chine et de l'Inde). Néanmoins, du fait des inégalités prononcées et grandissantes au niveau national depuis 1980, les 1 % des individus les plus riches dans le monde ont capté deux fois plus de croissance que les 50 % les plus pauvres (voir graphique S4). Pour les individus situés entre ces deux catégories (et notamment pour l'ensemble des classes moyennes et populaires nord-américaines et européennes), la croissance des revenus a été faible.



Graphique S4.  
Inégalités mondiales et croissance : la courbe de l'éléphant, 1980-2016



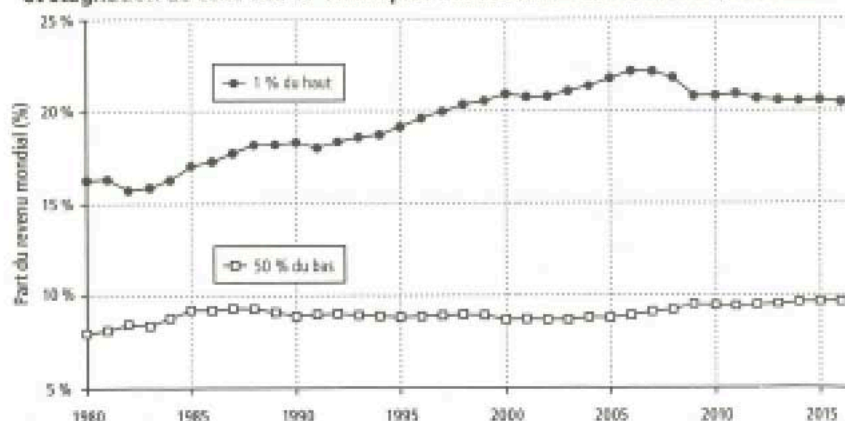
Sur l'axe des abscisses, la population mondiale est divisée en cent groupes de taille égale et classés de gauche à droite par ordre croissant de revenus. Le fractile supérieur a été divisé en dix groupes, et de nouveau pour le fractile supérieur. L'axe des ordonnées indique la croissance totale du revenu d'un individu appartenant à chaque groupe entre 1980 et 2016. Pour le millième 99-99,1 (les 10 % les plus pauvres parmi les 1 % les plus riches de la planète), la croissance a été de 74 %. Collectivement, les 1 % de plus hauts revenus dans le monde ont capté 27 % de la croissance totale. Les estimations de revenus tiennent compte des différences de coût de la vie entre les pays. Les valeurs sont nettes d'inflation.

Source : WID.world (2017). Voir [wik2018.wid.world](http://wik2018.wid.world) pour les séries et les notes.

– La croissance des inégalités dans le monde n'a pas été régulière. Si la part de revenu du fractile supérieur est montée de 16 % en 1980 à 22 % en 2000, elle a ensuite légèrement régressé jusqu'à 20 %. La part de revenu allant aux 50 % des individus les plus pauvres dans le monde fluctue autour de 9 % depuis 1980 (voir graphique S5). La rupture de tendance observée après l'an 2000 est liée à une diminution des inégalités de revenus moyens entre pays, puisque les inégalités à l'intérieur des pays ont continué à progresser.



Graphique S5.  
**Montée de la part des 1 % des plus hauts revenus  
 et stagnation de celle des 50 % des plus bas revenus dans le monde, 1980-2016**



En 2016, les 1 % du haut ont perçu 20 % du revenu mondial, contre 10 % pour les 50 % du bas. En 1980, les 1 % du haut percevaient 16 % du revenu mondial, contre 8 % pour les 50 % du bas.  
 Source : WID.world (2017). Voir [wir2018.wid.world](http://wir2018.wid.world) pour les séries et les notes.

### III. Quel rôle l'évolution du partage entre patrimoine public et patrimoine privé joue-t-elle dans les inégalités ?

Les inégalités économiques sont en grande partie le fait de l'inégale répartition du capital. Celui-ci peut être détenu soit par le secteur privé, soit par le secteur public. Nous montrons que, depuis 1980, de très importants transferts de patrimoine public à la sphère privée se sont produits dans presque tous les pays, riches ou émergents. Alors que la richesse nationale a augmenté de manière substantielle, la richesse publique est aujourd'hui négative ou proche de zéro dans les pays riches. Cette situation limite vraisemblablement la capacité des États à combattre les inégalités, et elle a assurément des conséquences importantes pour les inégalités de patrimoine entre individus.

**Ces dernières décennies, les détenteurs de patrimoine privés se sont enrichis, mais les États se sont appauvris.**

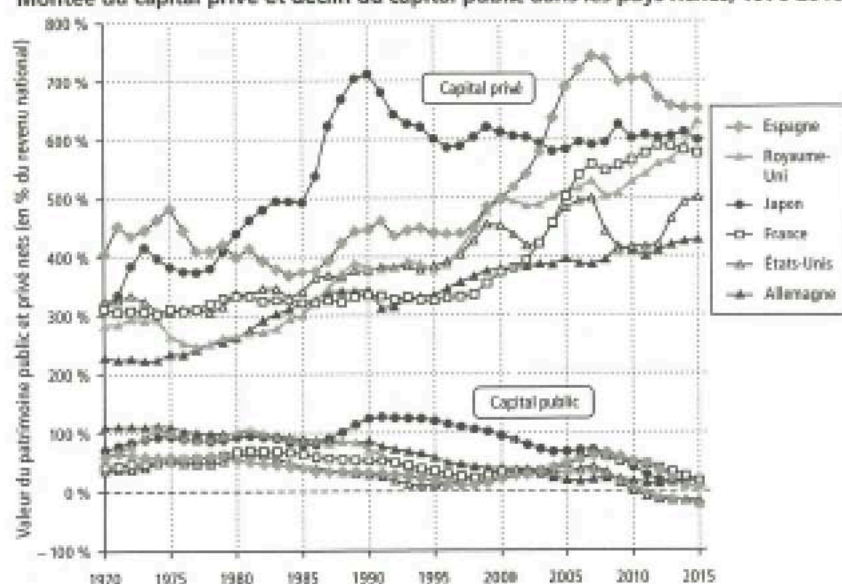
– Le rapport patrimoine privé net/revenu national net mesure la valeur totale du patrimoine privé détenu par les individus d'un pays, qu'on peut ensuite comparer au patrimoine public détenu collectivement, par le biais de l'État. La somme des patrimoines privé et public est égale au patrimoine national. Le partage entre patrimoines privé et public est un déterminant fondamental du niveau d'inégalité.

– Ces dernières décennies ont vu une augmentation générale du patrimoine privé net, qui est passé de 200-350 % du revenu national dans la plupart des pays riches en 1970 à 400-700 % aujourd'hui. La crise financière mondiale de 2008 n'a pratiquement pas infléchi cette tendance, pas plus que l'éclatement des bulles spéculatives qui s'étaient formées dans certains pays comme le Japon ou l'Espagne (*voir graphique S6*). À la suite de leur transition du communisme au capitalisme, la Chine et la Russie ont connu des croissances exceptionnellement fortes de leurs patrimoines privés, qui ont respectivement quadruplé et triplé. Le rapport patrimoine privé/revenu national de ces pays se rapproche des niveaux observés en France, au Royaume-Uni et aux États-Unis.

– À l'inverse, le patrimoine public net (c'est-à-dire les actifs publics moins les dettes publiques) a diminué dans presque tous les pays depuis les années 1980. En Chine et en Russie, il est passé de 60-70 % du patrimoine national à 20-30 %. Le patrimoine public net est même devenu négatif ces dernières années aux États-Unis et au Royaume-Uni, et il n'est que légèrement positif au Japon, en Allemagne et en France (*voir graphique S7*). On peut estimer que cela limite la capacité des États à réguler l'économie, à redistribuer les revenus et à freiner la croissance des inégalités. Les seules exceptions à ce déclin général de la propriété publique concernent les pays pétroliers qui possèdent des fonds souverains importants, comme la Norvège.

Graphique 56.

Montée du capital privé et déclin du capital public dans les pays riches, 1970-2016



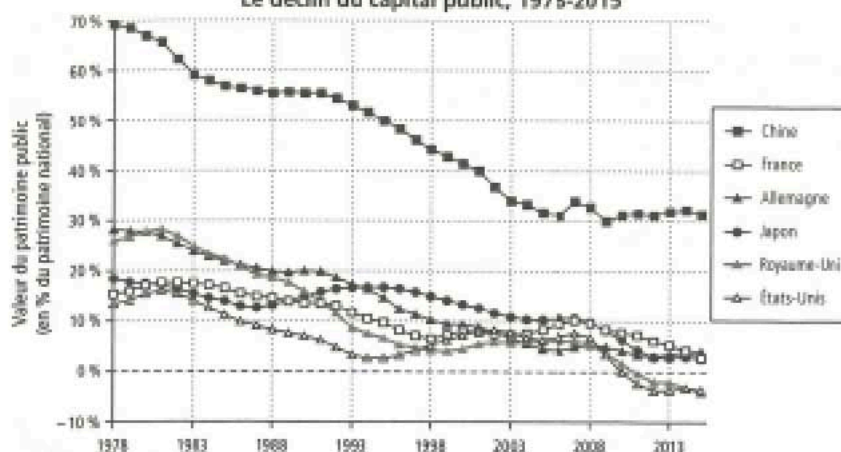
En 2015, la valeur du patrimoine public net (ou capital public net) aux États-Unis était négative (-17 % du revenu national net), tandis que la valeur du patrimoine privé net (ou capital privé net) s'élevait à 500 % du revenu national net. En 1970, le patrimoine public net représentait 35 % du revenu national, contre 326 % pour le patrimoine privé net. Le patrimoine privé net est égal aux actifs privés (immobiliers, professionnels et financiers) moins les dettes privées. Le patrimoine public net est égal aux actifs publics moins les dettes publiques.

Source : WID.world (2017). Voir [wir2018.wid.world](http://wir2018.wid.world) pour les séries et les notes.

#### IV. Quels sont nos nouveaux résultats concernant les inégalités de patrimoine mondiales ?

Des privatisations de grande ampleur, conjuguées à des inégalités de revenus croissantes, ont alimenté la hausse des inégalités de patrimoine entre individus. Celle-ci a été extrême en Russie et aux États-Unis, mais plus modérée en Europe. Les inégalités de patrimoine n'ont pas encore retrouvé les niveaux record qui étaient les leurs au début du XX<sup>e</sup> siècle dans les pays riches.

Graphique S7.  
Le déclin du capital public, 1978-2015



En 2015, la part du patrimoine public dans le patrimoine national était de 3 % en France, contre 17 % en 1980.

Source : WID.world (2017). Voir [wid2018.wid.world](http://wid2018.wid.world) pour les séries et les notes.

**Les inégalités de patrimoine entre individus ont crû à des rythmes différents d'un pays à l'autre depuis 1980.**

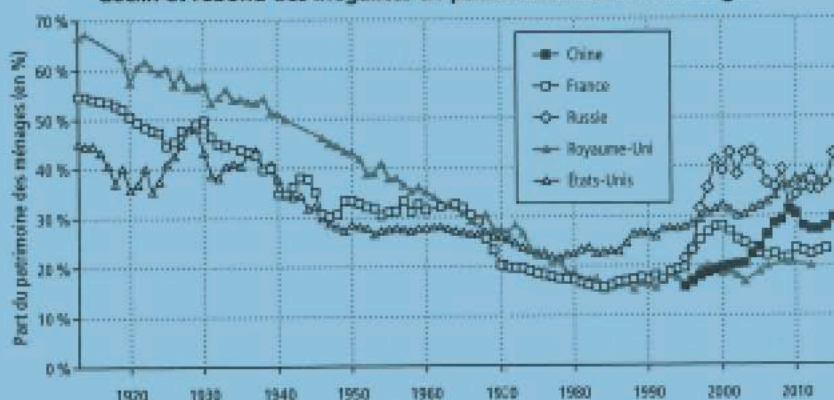
– L'accroissement des inégalités de revenus et les transferts considérables de patrimoine public au secteur privé ces quarante dernières années ont eu pour effet d'aggraver les inégalités de patrimoine entre individus. Celles-ci n'ont cependant pas encore retrouvé le niveau qui était le leur au début du  $XX^e$  siècle en Europe et aux États-Unis.

– Pour autant, les inégalités de fortune se sont fortement creusées aux États-Unis, où la part des 1 % des plus gros détenteurs est passée de 22 % en 1980 à 39 % en 2014, l'essentiel de cette évolution étant due à la tranche des 0,1 % les plus riches. Sur les quarante dernières années, l'accroissement de la part de richesse des catégories supérieures a été plus modéré en France et au Royaume-Uni, notamment grâce au rôle d'amortisseur qu'a joué l'augmentation du patrimoine immobilier de la classe moyenne et grâce à des inégalités de revenus moindres qu'aux États-Unis (voir graphique S8).



– La Chine et la Russie ont aussi vu le poids des patrimoines les plus importants progresser de manière considérable à la suite de leur transition du communisme vers des économies capitalistes. Dans ces deux pays, la part du centile supérieur a doublé entre 1995 et 2015, passant de 15 % à 30 % en Chine et de 22 % à 43 % en Russie.

Graphique 58.  
Part de patrimoine du centile supérieur dans le monde, 1913-2015 :  
déclin et rebond des inégalités de patrimoine entre les ménages



En 2015, la part de centile supérieur (les 1 % des patrimoines les plus élevés) était de 43 % du patrimoine total des ménages russes, contre 22 % en 1995.

Source : WID.world (2017). Voir [wik2018.wid.world](http://wik2018.wid.world) pour les séries et les notes.

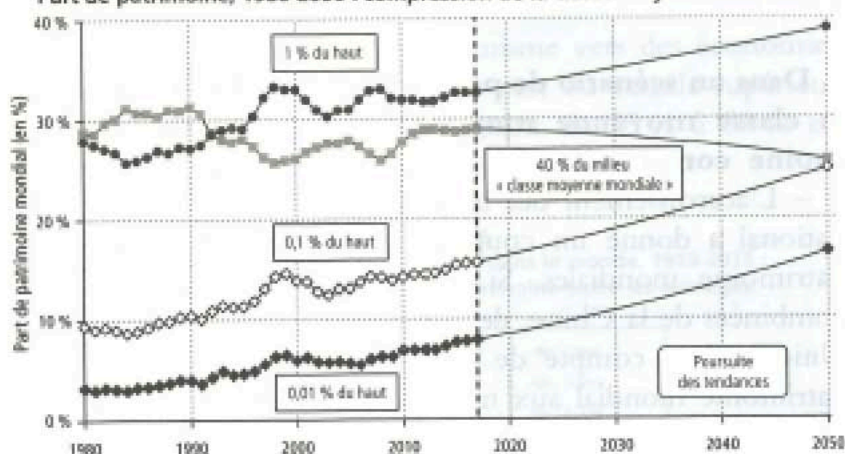
## V. Quel avenir pour les inégalités mondiales et quels remèdes y apporter ?

Nous proposons des projections sur les inégalités de revenus et de patrimoine jusqu'en 2050, selon plusieurs scénarios. Dans un avenir où les tendances actuelles sont prolongées, les inégalités continueront à augmenter. Si en revanche, dans les décennies à venir, tous les pays suivent la trajectoire d'inégalité relativement modérée dessinée par l'Europe ces dernières décennies, les inégalités de revenus mondiales



Graphique S9.

Part de patrimoine, 1980-2050 : compression de la classe moyenne mondiale

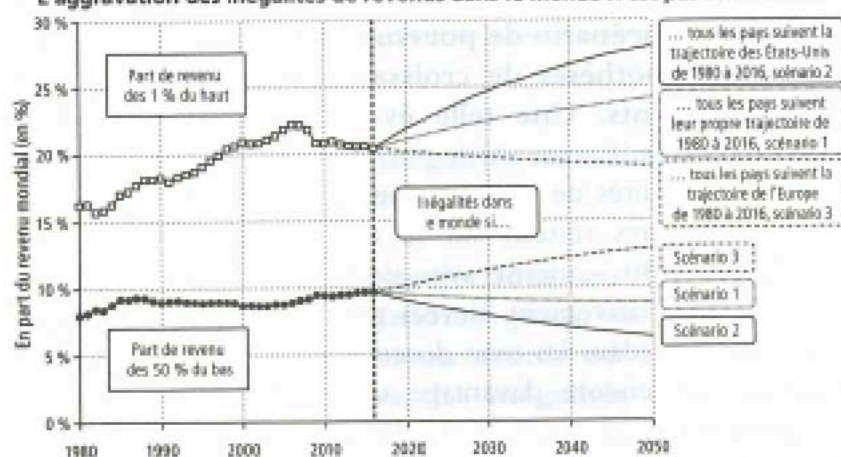


En 2016, dans un monde représenté par la Chine, l'Union européenne et les États-Unis, la part de patrimoine mondial des 1 % du haut était de 33 %. Dans un scénario de poursuite des tendances actuelles, cette part monterait à 39 % en 2050, tandis que celle des 0,1 % serait pratiquement équivalente (26 %) à celle de la classe moyenne mondiale (27 %).

Source : WID.world (2017). Voir [wir2018.wid.world](http://wir2018.wid.world) pour les séries et les notes.

Graphique S10.

L'aggravation des inégalités de revenus dans le monde n'est pas une fatalité



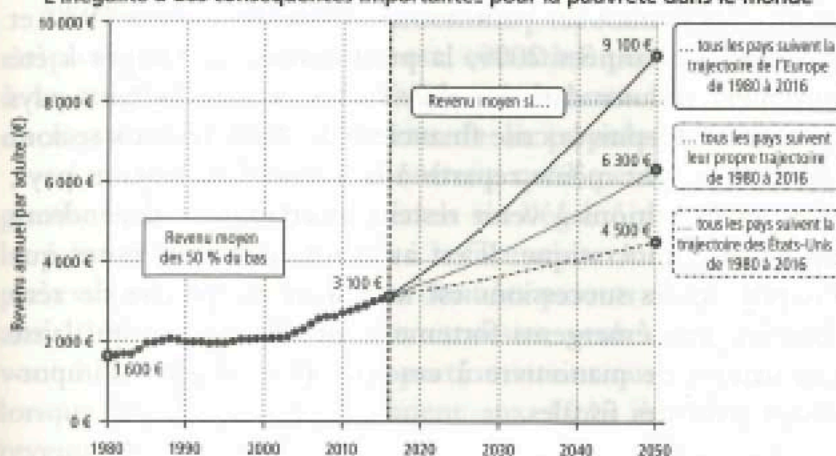
Si, entre 2017 et 2050, tous les pays suivent la trajectoire d'inégalité suivie par les États-Unis entre 1980 et 2016, la part de revenu mondial allant aux 1 % des plus hauts revenus atteindra 28 % en 2050.

Source : WID.world (2017). Voir [wir2018.wid.world](http://wir2018.wid.world) pour les séries et les notes.

— L'évolution des inégalités à l'intérieur des pays a un impact considérable sur la lutte contre la pauvreté dans le monde. Selon la trajectoire suivie par les pays, le revenu de la moitié la plus pauvre de la population mondiale peut varier du simple au double en 2050 (voir graphique S11), à l'intérieur d'une fourchette allant de 4 500 euros à 9 100 euros par an et par adulte.

Graphique S11.

L'inégalité a des conséquences importantes pour la pauvreté dans le monde



Si tous les pays suivent la trajectoire d'inégalité de l'Europe entre 1980 et 2016, le revenu moyen de la moitié la plus pauvre de la population mondiale sera de 9 100 euros en 2050. Les estimations de revenus sont calculées en euros en appliquant la parité de pouvoir d'achat (PPA). Par comparaison, en PPA, 1 € = 1,3 \$ = 4,4 ¥. La PPA tient compte de la différence du coût de la vie d'un pays à l'autre. Les valeurs sont nettes d'inflation.

Source : WID.world (2017). Voir [wir2018.wid.world](#) pour les séries et les notes.

**Lutter contre les inégalités de revenus et de patrimoine dans le monde exige d'importants changements de politique fiscale au niveau national et international. Les politiques éducatives, la gouvernance des entreprises et les politiques salariales devront être revues dans de nombreux pays. La transparence des données est aussi un enjeu majeur.**

## Introduction

L'objectif du *Rapport sur les inégalités mondiales 2018* est de contribuer à un débat mondial mieux informé sur les inégalités économiques, en apportant à la discussion les données les plus récentes et les plus complètes.

Les inégalités économiques sont un phénomène ordinaire et, dans une certaine mesure, inévitable. Cependant, nous sommes persuadés que, faute de remédier efficacement à leur aggravation, celle-ci engendrera toutes sortes de catastrophes politiques et sociales. Si nous voulons écarter ce risque, suivre au plus près l'évolution des inégalités est un préalable indispensable.

Dans toutes les sociétés humaines, les individus accordent une grande importance aux inégalités. Les modifications du degré d'inégalité ont des conséquences concrètes sur leurs conditions de vie et interrogent une idée fondamentale qui leur est chère : celle qu'ils se font de la justice et de l'équité.

afin que nos travaux puissent être reproduits et prolongés par autrui.

Il entre également dans nos objectifs de faire pression sur les gouvernements et sur les organisations internationales pour qu'ils publient davantage de données brutes sur les revenus et les patrimoines. À nos yeux, le défaut de transparence sur ces deux dimensions des inégalités nuit gravement à la possibilité d'un débat démocratique apaisé dans l'économie-monde qui est la nôtre. Il est notamment indispensable que les États rendent accessibles des statistiques fiscales fiables et détaillées, ce qui suppose en retour qu'ils disposent de systèmes efficaces de déclaration des revenus, des successions et des patrimoines. Faute de cela, il est très difficile d'avoir un débat argumenté sur l'évolution des inégalités et les remèdes à y apporter.

Si nous fournissons toutes les informations utiles concernant les sources de données et les concepts que nous utilisons, c'est d'abord et avant tout pour permettre au citoyen intéressé de se forger une opinion sur ces sujets importants et complexes. Les questions économiques ne sont pas l'apanage des économistes, statisticiens, fonctionnaires ou autres dirigeants d'entreprise. Elles appartiennent à tout un chacun et notre principal objectif est de contribuer à donner au plus grand nombre les moyens d'agir.

#### **Encadré 0.1. Structure du rapport**

La structure de ce rapport reflète dans une certaine mesure la structure des inégalités économiques et de nos connaissances actuelles. Nous décrivons dans un premier temps nos sources et nos méthodes, puis nous entrons dans l'analyse des données relatives aux inégalités de revenus, à la structure des patrimoines nationaux et aux inégalités de patrimoine entre ménages. En dernier lieu, nous abordons les questions politiques.



La **première partie** est consacrée à l'examen des sources de données et des méthodes de mesure des inégalités. Il ne s'agit pas là de simples questions techniques, tant s'en faut : lorsque les sources les plus couramment mobilisées ne sont pas suffisamment fiables, transparentes et intelligibles, cela décrédibilise les statistiques économiques officielles, empêche un débat public informé et compromet la mise en œuvre de politiques publiques adaptées.

Les parties suivantes s'appuient sur les séries homogènes et transparentes de la base de données WID.world. La **deuxième partie** examine les dynamiques passées et récentes concernant les inégalités de revenus, à la fois dans les pays riches et dans les pays émergents, mais aussi à l'échelle mondiale, en mettant l'accent sur nos nouveaux résultats.

L'autre dimension importante des inégalités économiques concerne le patrimoine et sa propriété. Dans la **troisième partie**, nous commençons par analyser la structure des patrimoines nationaux. Avant de pouvoir étudier les inégalités de richesse entre individus, il est en effet indispensable de bien comprendre le niveau et l'évolution de la richesse nationale totale, et en particulier d'étudier la frontière mouvante entre richesse privée et richesse publique.

Nous en venons ensuite, dans la **quatrième partie**, à la dynamique des inégalités de patrimoine entre individus. Comme nous le verrons, les transferts de patrimoine du public au privé (privatisations) ou du privé au public (nationalisations), combinés à l'aggravation des inégalités de revenus étudiée précédemment, ont fortement pesé sur l'évolution des inégalités de richesse.

Comment nos analyses (et en particulier les nouvelles conclusions dégagées dans ce rapport) peuvent-elles contribuer à orienter les politiques publiques ? Telle est la question à laquelle nous tentons de répondre dans la **cinquième partie**, qui s'ouvre sur des projections à quelques décennies concernant



## INTRODUCTION

les inégalités de revenus, puis examine une série d'enjeux politiques spécifiques, parmi lesquelles le rôle de l'impôt progressif, l'intérêt de créer un cadastre financier mondial, la nécessité de démocratiser l'accès à l'éducation et à des emplois correctement rémunérés, ainsi que les investissements de long terme que les États se doivent de réaliser pour combattre les futures inégalités.

Ce rapport s'appuie sur les données économiques disponibles sur le site de WID.world, qui constitue la plus vaste base de données sur l'évolution historique de la répartition des revenus et des patrimoines dans le monde, à la fois à l'intérieur des pays et entre eux.

– WID.world est un programme de recherche collaboratif qui procède par accumulation de données et de connaissances. Né au début des années 2000, il rassemble aujourd'hui plus d'une centaine de chercheurs, qui couvrent plus de soixante-dix pays sur tous les continents.

– Les indicateurs d'inégalité officiels s'appuient pour la plupart sur des données issues d'enquêtes déclaratives, lesquelles sous-estiment généralement le niveau des hauts revenus et sont d'ordinaire incohérentes avec les chiffres de la croissance macroéconomique.

## 2.1 – Dynamique mondiale des inégalités de revenus

Ce chapitre s'appuie sur l'article de Facundo Alvaredo, Lucas Chancel, Thomas Piketty, Emmanuel Saez et Gabriel Zucman, « The Elephant Curve of Global Inequality and Growth » (document de travail n° 2017/20), WID.world, février 2017, à paraître dans l'*American Economic Association Papers & Proceedings*.

– Les séries de données sur les inégalités dans le monde sont rares et leur interprétation impose la prudence. Cependant, en associant des données homogènes et comparables, nous avons pu aboutir pour ce rapport à des résultats très parlants.

– Depuis 1980, les inégalités de revenus s'accroissent à grande vitesse en Amérique du Nord et en Asie, et modérément en Europe. Elles se sont stabilisées à un niveau extrêmement élevé au Moyen-Orient, en Afrique subsaharienne et au Brésil.

– Les revenus de la moitié la plus pauvre de la population mondiale ont augmenté de manière considérable grâce à une

## 2.2 – Évolution des inégalités de revenus entre pays

Ce chapitre s'appuie sur l'article de Thomas Blanchet et Lucas Chancel, « National Accounts Series Methodology » (document de travail n° 2016/1), WID.world, septembre 2016, et sur ses mises à jour.

– Pour comparer les inégalités de revenus entre pays, le revenu national est une référence plus pertinente que le PIB. En effet, le revenu national tient compte de la dépréciation des machines et autres biens d'équipement, ainsi que des flux de revenus étrangers.

– Au niveau mondial, le revenu moyen national par adulte est de 1 340 euros par mois. Les Nord-Américains gagnent le triple de ce montant et les Européens le double. En Chine, le revenu moyen par adulte est légèrement inférieur à la moyenne mondiale. Pourtant, ce pays représente une part plus importante du revenu mondial que l'Amérique du Nord ou l'Europe (19 %, 17 % et 17 %, respectivement).

## 2.3 – Évolution des inégalités de revenus à l'intérieur des pays

– Après avoir connu une baisse historique dans la plupart des régions du monde des années 1920 aux années 1970, les inégalités de revenus recommencent à s'accroître dans presque tous les pays. Cependant, les tendances divergent d'un pays à l'autre depuis une quarantaine d'années, ce qui montre l'importante influence des facteurs politiques et institutionnels sur l'évolution des revenus.

– Dans le monde industrialisé, les inégalités se creusent fortement dans les pays anglo-saxons depuis les années 1980. Aux États-Unis, la part de revenu des 50 % du bas s'est effondrée tandis que celle des plus riches explosait. Les pays d'Europe continentale ont mieux réussi à contenir l'aggravation des inégalités, grâce à un contexte politique et institutionnel plus favorable aux classes modestes et moyennes.

– En Chine, en Inde et en Russie, naguère économies communistes ou extrêmement encadrées, l'ouverture et la libéralisation des marchés ont provoqué une montée en flèche



## 2.4 – Les inégalités de revenus aux États-Unis

Ce chapitre s'appuie sur l'article de Thomas Piketty, Emmanuel Saez et Gabriel Zucman, « Distributional National Accounts : Methods and Estimates for the United States » (document de travail n° 22945), NBER.org, décembre 2016, à paraître dans le *Quarterly Journal of Economics*.

– Les États-Unis sont l'un des pays riches où les inégalités de revenus sont les plus marquées. La part de revenu national perçue par les 1 % d'adultes les plus privilégiés en 2014 (20,2 %) dépasse de beaucoup celle perçue par les 50 % les moins favorisés (12,5 %).

– Depuis 1980, le revenu national réel par adulte avant impôts a augmenté de 60 % mais, pour les 50 % les moins riches, il stagne aux alentours de 16 500 dollars (ou 12 700 euros). Le revenu disponible après impôts des 50 % du bas a aussi stagné. Une fois pris en compte les transferts sociaux en nature, ce groupe a bénéficié d'une faible croissance de ses

## 2.5 – Les inégalités de revenus en France

Ce chapitre s'appuie sur l'article de Bertrand Garbinti, Jonathan Goupille-Lebret et Thomas Piketty, « Income Inequality in France, 1900-2014 : Evidence from Distributional National Accounts (DINA) » (document de travail n° 2017/4), WID.world, avril 2017.

– En 2014, la part de revenu total avant impôts perçue par les 50 % du bas est de 23 %, contre 33 % pour les 10 % du haut. Si les inégalités de revenus sont loin d'être négligeables en France, elles contrastent fortement avec celles d'il y a un siècle. En effet, en 1900, les 10 % du haut de la distribution percevaient la moitié du revenu national.

– Du début de la Première Guerre mondiale à la fin de la Seconde, les inégalités de revenus se sont largement réduites. Cela s'explique par la baisse des plus forts revenus du capital, due à la destruction du capital physique, à l'impact négatif

## 2.6 – Les inégalités de revenus en Allemagne

Ce chapitre s'appuie sur l'article de Charlotte Bartels, « Top Incomes in Germany, 1871-2013 » (document de travail n° 2017/18), WID.world, décembre 2017.

– En 2013, la part de revenu total perçue par la moitié inférieure de la population était de 17 %, tandis que celle du décile supérieur était de 40 %, ce qui était déjà le cas en 1913. La part du centile supérieur est cependant moins élevée aujourd'hui qu'à cette époque (13 % contre 18 %).

– La part des 1 % du haut a nettement augmenté entre la fondation du Reich en 1871 et celle de la république de Weimar en 1918. Puis elle a connu une chute spectaculaire à la suite des mesures sociales instaurées par ce dernier régime. La période nazie, qui mènera à la Seconde Guerre mondiale, voit une reprise économique et une politique favorable aux grandes entreprises, avec des pics temporaires pour les revenus les plus élevés. La part du centile supérieur redescend

## 2.7 – Les inégalités de revenus en Chine

Ce chapitre s'appuie sur l'article de Thomas Piketty, Li Yang et Gabriel Zucman, « Capital Accumulation, Private Property and Rising Inequality in China, 1978/2015 » (document de travail n° 2017/6), WID.world, avril 2017.

– Les politiques d'ouverture adoptées par le gouvernement chinois à partir de la fin des années 1970 ont donné lieu à des augmentations sans précédent du revenu national, mais elles ont en outre profondément modifié sa distribution.

– Alors que les 10 % du haut et les 50 % du bas se partageaient 27 % du revenu national en 1978, leurs parts respectives ont fortement divergé ensuite : en 2015, celle de la classe supérieure était de 42 %, contre 15 % pour la classe inférieure.

– Les 10 % du haut ont bénéficié de taux de croissance cumulés supérieurs à la moyenne nationale (environ 1 200 %, contre 800 %), tandis que les 50 % du bas et les 40 % du

## 2.8 – Les inégalités de revenus en Russie

Ce chapitre s'appuie sur l'article de Filip Novokmet, Thomas Piketty et Gabriel Zucman, « From Soviets to Oligarchs : Inequality and Property in Russia, 1905-2016 » (document de travail n° 2017/9), WID.world, juillet 2017.

– La transition réalisée par l'ex-Union soviétique d'un modèle communiste à une économie capitaliste à partir de 1989 a engendré une importante divergence des parts de revenu national et des augmentations de revenus des différentes strates de la distribution.

– La part du revenu national attribuable aux 50 % du bas est passée de 30 % en 1989 à moins de 20 % aujourd'hui, alors que celle des 1 % du sommet est montée en flèche, d'environ 25 % à plus de 45 %.

– La « thérapie de choc » rapide et désordonnée appliquée sous forme de privatisations, la fuite des capitaux et la montée des investissements offshore, accompagnées d'une



## 2.9 – Les inégalités de revenus en Inde

Ce chapitre s'appuie sur l'article de Lucas Chancel et Thomas Piketty, « Indian Income Inequality, 1922–2014 : From British Raj to Billionaire Raj ? » (document de travail n° 2017/11), WID.world, juillet 2017.

– Les inégalités de revenus en Inde atteignent des sommets jamais égalés. En 2014, la part du revenu national perçue par le centile supérieur était de 22 %, et celle du décile supérieur d'environ 56 %.

– Les inégalités se sont considérablement accrues à partir des années 1980, à la suite des déréglementations et de l'ouverture des marchés, qui ont profondément transformé l'économie indienne.

– Depuis le début des politiques de déréglementation dans les années 1980, les 0,1 % du sommet ont vu leurs revenus croître dans une plus grande proportion que les 50 %

## 2.10 – Les inégalités de revenus au Moyen-Orient

Ce chapitre s'appuie sur l'article de Facundo Alvaredo, Lydia Assouad et Thomas Piketty, « Measuring Inequality in the Middle East, 1990-2016 : The World's Most Unequal Region ? » (document de travail n° 2017/16), WID.world, septembre 2017.

– Le Moyen-Orient apparaît comme la région la plus inégalitaire au monde. La part du revenu total perçue par les 10 % et 1 % supérieurs de cette région en 2016 y dépasse 60 % et 25 %. De 1990 à 2016, les inégalités ont toujours été extrêmes, la part du décile supérieur variant entre 60 % et 66 %, tandis que celle des 50 % du bas demeurait en dessous de 10 %. Ces degrés d'inégalité sont comparables à ceux observés au Brésil et en Afrique du Sud, voire plus élevés.

– Cette forte concentration des revenus résulte, d'une part, d'énormes disparités entre pays, en particulier entre ceux qui sont riches en pétrole et ceux qui sont riches en population,

## 2.11 – Les inégalités de revenus au Brésil

Ce chapitre s'appuie sur l'article de Marc Morgan, « Extreme and Persistent Inequality : New Evidence for Brazil Combining National Accounts » (document de travail n° 2017/12), WID.world, août 2017.

– Des données nouvellement accessibles et plus précises montrent que les inégalités sont beaucoup plus fortes au Brésil qu'elles ont pu être estimées.

– Les estimations précédentes donnaient à penser que les politiques menées pour réduire les inégalités au cours de ces dernières décennies avaient atteint leur but. Mais des éléments récents indiquent que, sur ces quinze dernières années, l'inégalité des parts de revenu national demeure élevée. Cependant, ces nouvelles estimations confirment aussi une réduction des écarts de revenus du travail, quoique plus modérée qu'on ne le croyait.

– Depuis quinze ans, la distribution des revenus reste à la fois stable et extrêmement inégale : les 10 % du haut ont

## 2.12 – Les inégalités de revenus en Afrique du Sud

Ce chapitre s'appuie sur l'article de Facundo Alvaredo et Anthony B. Atkinson, « Colonial Rule, Apartheid and Natural Resources : Top Incomes in South Africa, 1903-2007 » (document de travail n° 8155), CEPR.org, décembre 2010, et sur les mises à jour de WID.world.

– L'Afrique du Sud est l'un des pays du monde où règnent les plus fortes inégalités. En 2014, le décile supérieur percevait deux tiers du revenu national et le centile supérieur un cinquième.

– De 1914 à 1993, la part de revenu national des 1 % du haut a diminué de moitié (passant de 20 % à 10 %). Même si ces chiffres demandent à être nuancés car ils sont entourés d'incertitudes, cette évolution est semblable à celle d'autres anciens dominions de l'Empire britannique. Elle s'explique en partie par l'instabilité économique et politique connue par le pays dans les années 1970 et 1980.

### 3.1 – Le rapport patrimoine/ revenu dans le monde

– Analyser le partage du patrimoine d'un pays entre les actifs détenus par la sphère privée d'une part et par la sphère publique d'autre part est un préalable pour comprendre la dynamique des inégalités de patrimoine entre individus. Les nouvelles données dont nous disposons nous permettent également de mieux appréhender les mouvements du rapport patrimoine national/revenu national et apportent des éléments de réponse à des questions politiques de première importance.

– La valeur du rapport patrimoine privé net/revenu national a augmenté dans la quasi-totalité des pays ces dernières décennies. Il est frappant de constater que ni la crise financière de 2008 ni l'éclatement des bulles spéculatives dans des pays comme le Japon ou l'Espagne n'ont véritablement affecté cette tendance de long terme.

– L'augmentation du ratio patrimoine privé/revenu national a été exceptionnellement forte en Chine et Russie, où il a été multiplié respectivement par quatre et par trois avec le



### 3.2 – L'évolution des rapports patrimoine/revenu dans les pays développés

– L'épargne, le taux de croissance de l'économie et les prix des actifs sont les principaux déterminants de long terme du patrimoine national. Dans les pays riches, l'épargne et la croissance expliquent environ 60 % de l'augmentation du patrimoine national, les prix des actifs expliquant les 40 % restants.

– L'essor du logement a été un facteur majeur de l'accumulation de capital domestique depuis la fin des années 1970, avec des disparités sensibles d'un pays à l'autre.

– Les investissements à l'étranger ont joué un rôle important dans l'évolution des ratios de patrimoine sur revenu.

– Dans les pays riches, le poids du patrimoine privé par rapport au revenu national semble aujourd'hui retrouver les niveaux très élevés qui étaient les siens à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle (jusqu'à 600 % ou 700 % du revenu national).

### 3.3 – Trajectoires comparées de deux anciens pays communistes

Ce chapitre s'appuie sur l'article de Filip Novokmet, Thomas Piketty et Gabriel Zucman, « From Soviets to Oligarchs : Inequality and Property in Russia, 1905-2016 » (document de travail n° 2017/9), WID.world, juillet 2017 ; et sur Thomas Piketty, Li Yang et Gabriel Zucman, « Capital Accumulation, Private Property and Rising Inequality in China, 1978-2015 » (document de travail n° 2017/6), WID.world, avril 2017.

– L'évolution des patrimoines public et privé en Chine et en Russie depuis l'abandon du communisme peut être regardée comme un exemple de cas extrême dans un contexte général de croissance du patrimoine privé par rapport au revenu national dans les pays riches depuis les années 1970-1980.

– Les trajectoires différentes suivies par les deux pays s'expliquent en grande partie par des facteurs institutionnels et notamment par les stratégies adoptées en matière de privatisation des actifs publics. Cette privatisation s'est

### 3.4 – Accumulation de patrimoine, propriété privée et montée des inégalités en Chine

Ce chapitre s'appuie sur l'article de Thomas Piketty, Li Yang et Gabriel Zucman, « Capital Accumulation, Private Property and Rising Inequality in China, 1978-2015 » (document de travail n° 2017/6), WID.world, avril 2017.

– Si le patrimoine national chinois a doublé ces dernières décennies, passant de 350 % à 700 % du revenu national, sa composition a aussi radicalement changé. La part des terrains agricoles, qui représentait près de la moitié du capital total à la fin des années 1970, en représente moins d'un dixième au milieu des années 2010. En revanche, la privatisation du secteur du logement et la libéralisation des marchés des capitaux ont permis au logement et au capital domestique de se tailler la part du lion dans le patrimoine national.

## 3.5 – L'essor de la propriété privée en Russie

Ce chapitre s'appuie sur l'article de Filip Novokmet, Thomas Piketty et Gabriel Zucman, « From Soviets to Oligarchs : Inequality and Property in Russia, 1905-2016 » (document de travail n° 2017/9), WID.world, juillet 2017.

– Le rapport patrimoine national/revenu national n'a augmenté que modérément en Russie depuis que l'ancienne puissance communiste a réalisé sa transition vers le modèle capitaliste : il est passé d'environ 400 % en 1990 à 450 % en 2015. Dans le même temps, la structure du patrimoine national a subi d'importantes mutations, la « thérapie de choc » et la stratégie de privatisation par coupons transférant d'énormes capitaux à marche forcée de la sphère publique à la sphère privée : le patrimoine public, qui s'élevait à 300 % du revenu national en 1990, se situait juste au-dessus de 100 % en 2015.

– En 2015, le logement privé représentait de loin la première composante du patrimoine privé russe. L'importance

## 4.1 – Les inégalités de patrimoine mondiales : tendances et projections

– Les données sur les inégalités de patrimoine dans le monde étant plus lacunaires que celles sur les inégalités de revenus, les estimations doivent être interprétées avec prudence. Il n'est pas possible à ce stade de construire une distribution cohérente du patrimoine mondial. Cependant, les travaux disponibles sur certains pays et régions clés (en particulier la Chine, l'Europe et les États-Unis) fournissent de précieuses indications sur la dynamique du patrimoine dans le monde.

– Les éléments dont nous disposons signalent une montée des inégalités de patrimoine depuis quelques décennies. Au niveau mondial (représenté par la Chine, l'Europe et les États-Unis), la part des 1 % les plus riches est passée de 28 % en 1980 à 33 % aujourd'hui, alors que la part des 75 % les plus pauvres oscillait autour de 10 %.

– Le patrimoine est nettement plus concentré que les revenus : le décile supérieur possède plus de 70 % du patrimoine total en Chine, en Europe et aux États-Unis, les cinq déciles



## 4.2 – Tendances comparées en matière d'inégalité de patrimoine des ménages dans le monde

– Les données disponibles sur les inégalités de patrimoine entre ménages montrent que celles-ci sont en augmentation dans la plupart des pays depuis le début ou la fin des années 1980. Cela s'explique par le creusement des inégalités de revenus et par les privatisations massives qui ont eu lieu depuis quatre décennies.

– La Chine et la Russie ont vu la part des hauts patrimoines augmenter fortement après leur transition du communisme au capitalisme, même si les trajectoires d'inégalité suivies par ces deux pays traduisent des choix politiques et économiques différents.

– Aux États-Unis, les inégalités de fortune ont augmenté de manière spectaculaire ces trente dernières années, essentiellement du fait des 0,1 % des ménages les plus riches. L'augmentation des inégalités de revenus et d'épargne a déclenché

## 4.3 – Les inégalités de patrimoine aux États-Unis

Ce chapitre s'appuie sur l'article d'Emmanuel Saez et Gabriel Zucman, « Wealth Inequality in the United States since 1913 : Evidence from Capitalized Income Tax Data », *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 131, n° 2, 2016, p. 519-578.

– Aux États-Unis, la part des hauts patrimoines s'est accrue entre le milieu des années 1980 et 2012, les 0,1 % les plus riches concentrant de plus en plus le patrimoine au sommet : leur part a triplé entre 1978 et 2012, passant de 7 % à 22 %, soit un niveau comparable à celui du début du xx<sup>e</sup> siècle.

– Dans la période précédente, à partir des années 1930-1940, les inégalités avaient fortement diminué en raison des réformes drastiques introduites par le *New Deal* (notamment l'instauration d'une fiscalité progressive sur les revenus et les successions, ainsi qu'un meilleur encadrement des marchés financiers).

– Le principal moteur de la concentration accélérée du capital depuis les années 1980 a été l'envolée des hauts revenus,

## 4.4 – Les inégalités de patrimoine en France

Ce chapitre s'appuie sur l'article de Bertrand Garbinti, Jcnathan Goupille-Lebret et Thomas Piketty, « Accounting for Wealth Inequality Dynamics : Methods, Estimates and Simulations for France (1800-2014) » (document de travail n° 2016/5), WID.world, décembre 2016.

– Les inégalités de patrimoine ont augmenté modérément en France depuis le milieu des années 1980. En 2014, les 10 % les plus riches possédaient 55 % du patrimoine des ménages ; en 1984, ce chiffre était de 50 %, niveau le plus bas jamais enregistré.

– Les inégalités de patrimoine avaient de fait connu une chute spectaculaire entre 1914 et 1984. Au début des années 1900, la part de patrimoine des 1 % les plus riches s'élevait à 55 % du patrimoine national. Les chocs violents subis par le pays entre 1914 et 1945 (dépression, inflation, guerres), puis les nationalisations, l'encadrement des loyers et la fiscalité

## 4.5 – Les inégalités de patrimoine en Espagne

Ce chapitre s'appuie sur l'étude de Clara Martínez-Toledano, « Housing Bubbles, Offshore Assets and Wealth Inequality in Spain (1984-2013) » (document de travail n° 2017/19), WID.world, décembre 2017.

– En Espagne, la croissance en flèche du marché immobilier et de la Bourse ces trente dernières années a fait pratiquement doubler le rapport entre patrimoine des ménages et revenu national, qui est passé d'environ 380 % en 1984 à 730 % en 2007, avant de retomber à un peu moins de 650 % en 2014.

– Avec un patrimoine moyen de presque 813 000 euros par adulte, les 10 % les plus riches possédaient presque 57 % du patrimoine des ménages espagnols en 2013. La part des 50 % les plus modestes était de 7 %, leur patrimoine moyen se situant juste au-dessus de 18 900 euros. Ces parts relatives sont restées pratiquement inchangées depuis trois décennies.

## 4.6 – Les inégalités de patrimoine au Royaume-Uni

Ce chapitre s'appuie sur l'article de Facundo Alvaredo, Anthony B. Atkinson et Salvatore Morelli, « Top Wealth Shares in the United Kingdom over more than a Century » (document de travail n° 2017/2), WID.world, décembre 2016.

– Les inégalités de patrimoine au Royaume-Uni ont augmenté modérément depuis les années 1980 ; la part de patrimoine détenue par les 1 % les plus riches (près d'un demi-million d'individus) est passée de 15 % en 1984 à 20-22 % en 2013.

– La concentration croissante du patrimoine ces quatre dernières décennies est un phénomène qui concerne essentiellement les 0,5 % et même les 0,1 % les plus riches (cinquante mille Britanniques), dont la part de patrimoine a doublé entre 1984 et 2013, passant de 4,5 % à environ 9 %.

– Les inégalités de richesse restent cependant très loin de ce qu'elles étaient il y a un siècle. En 1914, dans le sillage



## 5.1 – Quelles perspectives pour les inégalités de revenus mondiales ?

– L'avenir des inégalités de revenus mondiales sera la résultante de forces à la fois de convergence (croissance rapide des pays émergents) et de divergence (accroissement des inégalités domestiques). Nul ne sait lesquelles de ces forces l'emporteront ni si ces évolutions seront durables.

– Néanmoins, nos projections montrent que, si les inégalités au sein des pays continuent de croître comme elles le font depuis 1980, les inégalités de revenus mondiales monteront en flèche, même sur la base d'hypothèses de croissance relativement optimistes pour les pays émergents. La part des 1 % des plus hauts revenus pourrait passer de près de 20 % aujourd'hui à plus de 24 % en 2050, cependant que la part des 50 % des plus bas revenus tomberait de 10 % à moins de 9 %.

– Si tous les pays suivaient la trajectoire de forte croissance des inégalités suivie par les États-Unis depuis 1980, la part

## 5.2 – Lutter contre les inégalités au sommet de la hiérarchie : le rôle de l'impôt progressif

– Si l'accroissement de la part des plus riches dans le monde a été général, les pays ont suivi des trajectoires d'inégalité extrêmement différentes. Les changements politiques et institutionnels qui se sont produits depuis les années 1980 apparaissent comme le meilleur facteur d'explication de ces disparités.

– La progressivité de l'impôt sur le revenu est un instrument éprouvé pour combattre la montée des inégalités de revenus et de patrimoine dans les tranches supérieures. Non seulement elle réduit l'inégalité après impôts, mais aussi avant impôts, car elle dissuade les hauts revenus de s'approprier une part toujours plus importante de la croissance en négociant à outrance des augmentations de rémunération.

– La progressivité de l'impôt a été fortement réduite dans les pays riches entre les années 1970 et le milieu des années

### 5.3 – Politique fiscale et mondialisation : vers un cadastre financier mondial ?

– Bien que la fiscalité soit un instrument essentiel dans la lutte contre les inégalités, elle se heurte à des obstacles, parmi lesquels l'évasion fiscale. Les capitaux placés dans les paradis fiscaux représentent l'équivalent de plus de 10 % du PIB de la planète et ils sont en forte augmentation depuis les années 1970.

– Le développement des paradis fiscaux complique la mesure et l'imposition du patrimoine et des revenus du capital dans l'environnement mondialisé qui est le nôtre. Réduire l'opacité financière est indispensable pour améliorer la connaissance du capital et de sa répartition, favoriser un débat public mieux informé sur la redistribution et lutter contre l'évasion fiscale, le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

– Un des principaux défis concerne l'enregistrement de la propriété des titres financiers. Il existe depuis des siècles des cadastres fonciers et immobiliers, mais ceux-ci ne tiennent pas compte d'une fraction importante du patrimoine aujourd'hui

## 5.4 – Lutter contre les inégalités au bas de la hiérarchie : améliorer l'égalité d'accès à l'éducation et à des emplois bien rémunérés

– Renforcer l'égalité d'accès à l'éducation et à des emplois bien rémunérés est fondamental si l'on veut contrer la stagnation ou la croissance anémique des revenus de la moitié la plus pauvre de la population. Les études récentes montrent qu'il existe parfois un écart abyssal entre les croyances véhiculées par les discours officiels sur l'égalité des chances et la réalité de l'inégalité d'accès à l'éducation.

– Aux États-Unis, par exemple, sur cent enfants dont les parents appartiennent aux 10 % des plus bas revenus, seuls trente iront à l'université. Cette proportion atteint 90 % lorsque les parents appartiennent aux 10 % des plus hauts revenus.

– Point positif, cependant, les études montrent que les universités d'excellence américaines pourraient ouvrir plus

## 5.5 – Les leçons du passé : les États doivent investir dans l'avenir

– La part du patrimoine public dans le patrimoine national a diminué dans la plupart des pays étudiés dans ce rapport. Dans de nombreux pays riches, le patrimoine public net est maintenant proche de zéro (en France, en Allemagne, au Japon) ou même négatif (aux États-Unis, au Royaume-Uni).

– Avec un niveau de richesse publique aussi faible, lutter contre les inégalités présentes et à venir est une véritable gageure, puisque à l'heure actuelle les États ne disposent pas des ressources nécessaires pour investir dans l'éducation, la santé et la protection de l'environnement.

– Vendre des actifs publics et/ou se soumettre à des cures d'austérité prolongées serait à peine suffisant (ou même insuffisant) pour rembourser la dette publique. En outre, ces politiques laisseraient les États sans moyens d'améliorer l'égalité des chances pour leurs citoyens.

– L'histoire nous enseigne qu'il existe trois manières (souvent employées conjointement) de récrire une dette publique



## Conclusion

*Le Rapport sur les inégalités mondiales 2018* s'appuie sur des données disponibles dans la base WID.world, qui combine des sources historiques sur les revenus et les patrimoines de façon homogène et transparente afin de combler une lacune dans le débat démocratique sur les inégalités. Notre ambition dans ce rapport a été de présenter des données qui soient cohérentes avec les statistiques macroéconomiques telles que le PIB ou le revenu national, et qui puissent être facilement comprises et maniées par le plus grand nombre de manière que les délibérations et décisions politiques reposent sur des faits. Nos séries sont entièrement transparentes et reproductibles ; nos programmes informatiques, nos hypothèses de travail et nos études détaillées sont disponibles en ligne afin que toute personne intéressée puisse y accéder, les utiliser et contribuer à les améliorer.

Grâce aux nouvelles données publiées dans la base, la deuxième partie du rapport a pu montrer que, depuis 1980,